



(VAUCLUSE)

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'APT,

REF: JR/TR/FM

N° 013060

Stationnement et circulation réglementés afin d'effectuer des travaux de raccordement aérien souterrain à la hauteur du n°116 du Chemin du Canal à APT (84400), travaux réalisés par l'entreprise IMC TELECOM.

Affiché le :

12 DEC. 2022

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.1311-1, L.2122-18, L.2131-1, L.2122-24, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.1, L.2121-1, L.2122-1, L.2122-2, L.2122-3, L.3111-1,
Vu le code de la route en vigueur,
Vu le code de la Voirie Routière, notamment les articles L.116-1, L.116-2, L.141-1 et R.116-2,
Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière,
Vu le règlement en vigueur d'occupation du domaine public,
Vu la demande formulée par le responsable de l'entreprise **IMC TELECOM** dont le siège est situé 316 Chemin de la Galicante à Garons (30128).

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales, le maire est tenu de veiller à la sûreté et à la commodité du passage dans les rues et places publiques d'une part, et que d'autre part, il exerce la police de la circulation sur les voies communales en application des articles L.2213-1 et L.2213-2 du même code,
CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser des travaux de raccordement aérien souterrain la hauteur du n°116 du Chemin du Canal à APT (84400).

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de la commune d'Apt,

ARRÊTE

Article 1 : le responsable de l'entreprise **IMC TELECOM** est autorisé à effectuer des travaux de raccordement aérien souterrain la hauteur du n°116 du Chemin du Canal à APT (84400).

Article 2 : L'arrêt ou le stationnement sera interdit et considéré comme gênant au sens du code de la route, sur les voies mentionnées à l'article 1 du présent arrêté, et ce, dans le périmètre du chantier, **du 16 janvier 2023 au 31 janvier 2023 du lundi au vendredi, de 08 heures à 18 heures (3 jours dans la période)**. Cette interdiction ne s'appliquera pas aux véhicules et engins de l'entreprise chargée de la réalisation des travaux.

Article 3 : La circulation sera réglementée sur la voie mentionnée à l'article 1° du présent arrêté, et ce, dans le périmètre du chantier **du 16 janvier 2023 au 31 janvier 2023 du lundi au vendredi, de 08 heures à 18 heures (3 jours dans la période)**.

La voie de circulation sera rétrécie. Des panneaux « chaussée rétrécie » seront mis en place à chaque extrémité de la rue. La vitesse sera limitée à 30km/h. Tout dépassement sera interdit.

Article 4 : La chaussée sera rendue en totalité libre à la circulation du lundi au vendredi de 18h00 à 08h00, les samedis, dimanches et les jours fériés ainsi qu'en cas d'urgence. L'accès aux propriétés privées sises dans le périmètre du chantier sera possible le soir.

Article 5 : Les dispositions suivantes seront applicables pendant la durée de l'autorisation :

- Les déblais de chantier non utilisés, provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux ;
- L'affichage réglementaire, la mise en place de barrière et/ou de panneau pour la réservation d'emplacement devront être effectués par l'entreprise chargée des travaux au moins 48 heures avant la date de début des travaux.**
- Un passage de 1,50 mètre sera laissé libre pour la circulation des piétons ;
- Le chantier sera matérialisé par des panneaux de signalisation temporaire et protégé par un périmètre de sécurité (panneau de type K2 ou/et K8) ;
- Toutes les dispositions seront prises par le pétitionnaire pour éviter des chutes de décombres ou de matériaux sur la voie publique, ainsi que la propagation des poussières

du chantier. Les mesures de protection nécessaires et réglementaires seront prises par le pétitionnaire pour assurer la sécurité des piétons et de son personnel ;

f) Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés

g) En fin de journée, la voie publique devra être parfaitement nettoyée.

Article 6 : La signalisation sera établie sur la base de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière et des schémas CF12 ou CF23 ou CF24 du manuel du chef de chantier. L'entreprise balisera de jour et de nuit les fouilles, les dénivellations, les matériels et dépôts de matériaux sur la base des schémas DT 3 du manuel du chef de chantier – routes bidirectionnelles. La personne responsable du chantier, qui pourra être appelée 24h/24h pour remédier à tout incident pouvant survenir du fait des travaux est : **l'entreprise IMC TELECOM tél. : 07.49.70.22.69. / email : dict-da@imc-telecom.fr**. La signalisation réglementaire du chantier sera mise en place et entretenue par **l'entreprise IMC TELECOM**.

Article 7 : Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication ou affichage ou à sa notification aux intéressés et, après la mise en place de la signalisation réglementaire. Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un délai de 2 mois et sur le chantier pendant la durée des travaux

Article 8 : Toute infraction au présent arrêté sera réprimée conformément à la Loi. Le fait de ne pas respecter les dispositions prévues au présent arrêté en matière de stationnement sera puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe conformément à l'article R.417-10 du code de la route. Le fait de ne pas respecter les dispositions prévues au présent arrêté en matière de circulation sera puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément à l'article R.411-21-1 du code de la route.

Article 9 : En application des articles L.325-1 à L.325-3 du code de la route, tout véhicule contrevenant à l'interdiction prévue à l'article 2° du présent arrêté pourra faire l'objet d'une mise en fourrière immédiate, prescrite par l'Officier de police judiciaire territorialement compétent ou par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou qui occupe ces fonctions.

Article 10 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes sis 16 avenue Feuchères - CS 88010 30941 - NÎMES cedex 09 - Téléphone : 04.66.27.37.00 - Télécopie : 04.66.36.27.86 - Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr, dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement de la publicité d'affichage

Article 11 : Le Directeur Général des services de la commune d'Apt, le Commandant de la Brigade Territoriale d'Apt de Gendarmerie Nationale, le Chef du service voirie de la collectivité, le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié en la forme administrative au responsable de l'entreprise **IMC TELECOM**. Il sera dressé procès-verbal de cette notification.

Fait à APT, le 12 décembre 2022.

Par délégation de Madame le Maire,

Monsieur André LECOURT

Conseiller municipal chargé de l'occupation du domaine public.

